

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 02/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Chaufferie)

route de Chalampé
BP 1403
68100 Mulhouse

Références : 0006705658_2026_01_16_PSA(Chaufferie)_VIIC_Suiv.-Ech._Mes.Cont.AIR
Code AIOT : 0006705658

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2026 dans l'établissement PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Chaufferie) implanté route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le suivi des échéances d'une précédente visite d'inspection le 15/11/2023 dans le cadre de l'action nationale de l'Inspection 2023 visant à vérifier la conformité des équipements de mesure en continu des rejets dans l'air mis en place par les exploitants.

La visite d'inspection avait abouti à la constatation de plusieurs non-conformités: absence de mesures en continu de certains paramètres prescrits dans l'arrêté préfectoral du site, absence de mesures sur certains paramètres périphériques (vapeur d'eau), des données absentes dans les certifications Qualité (QAL1, QAL2 et QAL3).

Ces non-conformités avaient donné lieu à la signature d'un Arrêté de Mise en Demeure en date du

28/02/2024.

Le contrôle effectué a eu lieu sur les 3 chaudières de l'atelier Chaufferie (chaudières 7, 8 et 10)

Le contrôle s'est basé sur le respect de l'arrêté de mise en demeure du 28/02/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Chaufferie)
- route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006705658
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT Peugeot Chaufferie regroupe toutes les installations de combustion et de chauffage du site PSA de Sausheim (aujourd'hui STELLANTIS).

L'ensemble de ces installations sont régis par la rubrique 2910 et 3110 de la réglementation ICPE.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Paramètres à mesurer en continu	AP de Mise en Demeure du 28/02/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Procédures Qualité QAL1 / QAL 2 / QAL 3 / AST	AP de Mise en Demeure du 28/02/2024, article 3	Levée de mise en demeure
3	Mesure comparative des rejets AIR	AP de Mise en Demeure du 28/02/2024, article 4	Levée de mise en demeure
4	Transmission des résultats de mesures	AP de Mise en Demeure du 28/02/2024, article 5	Levée de mise en demeure
5	Correction des valeurs brutes de mesures	AP de Mise en Demeure du 28/02/2024, article 6	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vue des éléments présentés par l'exploitant et après étude des documents transmis, l'Inspection a constaté :

- la mise en place de la mesure en continue pour les paramètres NO_x et O₂ et pour les paramètres périphériques (température, pression, taux d'humidité)
- la réalisation des procédures QAL (1, 2 et 3) permettant d'assurer des mesures fiables, répétables et reproductibles
- la réalisation d'un rapport de mesures des émissions en NO_x, CO et O₂ pour les 3 chaudières présentes pour l'année 2025 (après mise en service de la nouvelle baie d'analyse) par un laboratoire agréé permettant de constater l'absence d'écart entre la mesure de l'exploitant et celle du laboratoire

- la transmission trimestrielle des résultats des contrôles et des extractions des mesures en continu depuis janvier 2024
- la réalisation de la conversion des valeurs brutes en valeurs rapportées aux CNTP (conditions normales de température et de pression), sur gaz sec et ramenées à un taux d'O₂ de 3%

Compte-tenu des constats effectués par l'Inspection, il est proposé au Préfet de lever la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Paramètres à mesurer en continu

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/02/2024, article 2		
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres à suivre		
Prescription contrôlée : Dans les 6 mois suivant la notification de l'acte, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4.5.1 alinéa 1 de l'arrêté préfectoral du 08 Août 2013 susvisé : "Nature des contrôles à effectuer Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante:		
Nature de l'installation / identification de l'émissaire	Paramètres	Périodicité
Chaudière 7 (existante)	Débit O ₂ NOx CO	Continue
Chaudière 8 (existante)	Débit O ₂ NOx CO	Continue
Chaudière 9 (nouvelle)	Débit O ₂ NOx CO	Continue
Chaudière 10 (nouvelle)	Débit O ₂ NOx CO	Continue
[...]"		

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 15 novembre 2023, l'Inspection a constaté sur site les installations de mesures en continu pour les 4 chaudières (chaudières 7, 8, 9 et 10) du bâtiment R15.

Concernant la chaudière n°9, elle n'est plus suivie car la chaudière est à l'arrêt depuis 2016 et l'Inspection a constaté cet arrêt lors d'une visite d'inspection le 27/08/2020.

Lors du contrôle du 15 novembre 2023, l'Inspection avait constaté l'absence de mesures en continu pour les paramètres débit et NO_x et pour les paramètres périphériques pression et vapeur d'eau.

Lors du présent contrôle en date du 16 janvier 2026, l'Inspection a constaté la modification des systèmes automatiques de mesures (AMS) pour les 3 chaudières.

En effet, par courrier en date du 19 décembre 2025, l'exploitant a indiqué avoir remplacé les deux baies d'analyses précédemment présentes par une nouvelle baie d'analyse qui a été mise en service le 03 décembre 2025.

Le nouvel analyseur en continu (réf: Baie SIEMENS ULTRAMAT 23 7MB357 T23) est relié à 3 préleveurs (un par cheminée) et réalise les mesures de polluants sur les gaz prélevés dans les cheminées des chaudières 7, 8 et 10.

Une ligne chauffée par chaudière amène le gaz jusqu'à la baie d'analyse.

Les mesures sont ensuite enregistrées sur un poste informatique au sein du local de suivi et de pilotage. En précision, l'Inspection a constaté que le logiciel de suivi et de pilotage a également été modifié suite au changement de la baie d'analyse.

Pour réaliser les mesures sur 3 chaudières qui peuvent fonctionner en simultanée (selon les dires de l'exploitant, le cas de figure n'arrive que lors de grand froid), l'exploitant a indiqué lors du contrôle que les mesures se font en alternance toutes les 6 minutes (6 minutes de suivi en continu d'une chaudière puis basculement pendant 6 min sur une autre chaudière).

L'Inspection a pu confirmer ces éléments suite à l'envoi par l'exploitant d'une confirmation de l'installateur de la baie d'analyse par courriel en date du 21/01/2026.

Les paramètres mesurés et suivis en continu sont le CO, les NO_x, l'O₂ et le débit.

Concernant le paramètre NO_x, l'exploitant a indiqué que les paramètres NO et NO₂ sont mesurés. A l'aide d'un convertisseur NO₂ -> NO, la mesure en NO₂ est convertie en NO et permet d'obtenir la concentration en NO_x en sortie.

Afin de vérifier la mesure en continu de l'ensemble des paramètres de la prescription pour chaque chaudière, l'Inspection a vérifié les extractions mensuelles transmises chaque trimestre (ces éléments sont demandés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2013, article 3.1) ainsi que la présentation des courbes de suivi lors du contrôle sur le terrain.

L'Inspection a constaté la réalisation des 4 paramètres pour chaque chaudière: le CO, les NO_x, l'O₂ et le débit.

Concernant les paramètres périphériques (température, pression et vapeur d'eau), l'Inspection a constaté la présence de capteurs de température et de pression pour chaque chaudière au plus près du point d'émission des cheminées.

L'exploitant a précisé que les capteurs sont reliés à la baie d'analyse et permet une correction des valeurs brutes dans les conditions normales de température et de pression. L'Inspection a constaté ces éléments sur le poste informatique de suivi et de pilotage de la baie.

Concernant le paramètre vapeur d'eau, l'Inspection a constaté que ce paramètre est mesuré et enregistré comme les autres paramètres mesurés en continu (le CO, les NO_x, l'O₂ et le débit). L'exploitant a présenté les réglages de mesures sur le poste informatique qui indiquait la vapeur d'eau comme paramètre périphérique mesuré et suivi.

Suite aux éléments indiqués précédemment, l'Inspection a constaté la réalisation des mesures en continu et de leur enregistrement pour les paramètres Débit, O₂, NO_x et CO pour les 3 chaudières maintenues en fonctionnement (chaudières 7, 8 et 10) ainsi que les paramètres périphériques température, pression et vapeur d'eau. L'Inspection propose au Préfet de lever la mise en demeure pour la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Procédures Qualité QAL1 / QAL 2 / QAL 3 / AST

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/02/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Procédures Qualité

Prescription contrôlée :

Dans les 6 mois suivant la notification de l'acte, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 31 alinéa I de l'arrêté ministériel du 03 Août 2018 susvisé :

"I. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.

[...]"

Constats :

- **Procédure QAL 1**

Lors du contrôle du 15 novembre 2023, l'Inspection a constaté l'absence de QAL1 pour le paramètre NO_x ainsi que pour certains paramètres périphériques (vapeur d'eau).

Étant donné les modifications réalisées par l'exploitant (changement de baie d'analyse), l'Inspection a constaté la présence d'une baie d'analyse en continu pour les chaudières utilisées.

Dans ce cadre, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 12/01/2026 le certificat QAL1 de l'analyseur (réf: 0000053810_12).

Le contrôle a porté uniquement sur les points suivants: validité du certificat, les étendues de mesure et les incertitudes.

- Période d'étalonnage valide: 04/08/2026

- Les types de polluants mesurés par l'AMS et qui sont certifiées par le QAL 1 sont: CO, NO, SO₂, CO₂, NO_x, O₂.

Précision pour le paramètre NO_x:

Le paramètre NO_x est mesuré en ayant mesurer le paramètre NO et le paramètre NO₂.

La part NO₂ est ensuite comptabilisée en part NO à l'aide d'un convertisseur intégré à la baie d'analyse.

Par conséquent, le paramètre NO_x reprend bien la part NO et la part NO₂.

- Les étendues de mesure certifiées ont été constatés par l'Inspection après étude du QAL1 et sont repris dans le tableau ci-dessous:

Paramètres à mesurer	Étendues de mesures certifiées (Certification range)	Plages de mesures utilisées (Supplementary measuring range)
NO _x	Plage de mesure NO : 0 - 150 mg/Nm ³ Plage de mesure NO ₂ : 0 - 230 mg/Nm ³ VLE NO _x chaudière 7 et 8: 120 mg/Nm ³ VLE NO _x chaudière 10: 100 mg/Nm ³	Plage de mesure NO : 0 - 750 mg/Nm ³ Plage de mesure NO ₂ : 0 - 1150 mg/Nm ³ VLE NO _x chaudière 7 et 8: 120 mg/Nm ³ VLE NO _x chaudière 10: 100 mg/Nm ³
CO	Plage de mesure CO: 0 - 200 mg/Nm ³ VLE CO chaudière: 100 mg/Nm ³	Plage de mesure CO: 0 - 1250 mg/Nm ³ VLE CO chaudière: 100 mg/Nm ³
O ₂	Plage de mesure O ₂ : 0 - 25	Plage de mesure O ₂ : 0 - 5

Après étude du certificat QAL1, l'Inspection constate que les étendues de mesures certifiées couvrent les VLE instantanées, les plages de mesures permettent de mesurer les concentrations instantanées et sont au moins égales à 2 fois la VLE la plus élevée.

Enfin, pour les paramètres périphériques, les paramètres Température et Pression sont mesurés par des capteurs donc il n'est pas nécessaire de réaliser un QAL1 pour ces paramètres.

Concernant la vapeur d'eau mesurée par la baie d'analyse, le QAL 1 ne reprend pas le paramètre vapeur d'eau mais selon l'article 30 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018, il n'est pas nécessaire de mesurer en continu la vapeur d'eau si les autres paramètres sont mesurés sur gaz secs ce que l'Inspection a constaté précédemment (voir point de contrôle n°1).

- **Procédure QAL 2**

Lors du contrôle du 15/11/2023, l'Inspection avait constaté l'absence de QAL 2 pour le paramètre NO_x ainsi que des écarts sur les QAL2 des paramètres CO et O₂ (nombre de mesures, absence d'explications sur des valeurs élevés sur les paramètres de la droite bx+a).

Durant le présent contrôle, l'Inspection a étudié le QAL2 de la nouvelle baie d'analyse pour les 3 chaudières. L'exploitant a transmis la procédure QAL2 par courriel en date du 12/01/2026 (réf: 134918807-001-1 du 22/12/2025).

L'examen du document transmis par l'exploitant et le contrôle des installations sur site permettent de confirmer la réalisation d'un QAL 2 pour l'ensemble des paramètres à contrôler (CO, NO_x, O₂).

L'Inspection précise qu'il n'est pas nécessaire de réaliser un QAL2 pour les paramètres mesurés à l'aide d'un capteur (température, pression) ainsi que pour le paramètre vapeur d'eau.

Malgré sa mesure par la baie d'analyse, l'article 30 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 précise qu'il n'est pas nécessaire de mesurer en continu la vapeur d'eau si les autres paramètres sont mesurés sur gaz secs ce que l'Inspection a constaté précédemment (voir point de contrôle n°1).

- **Procédure QAL 3**

L'Inspection a constaté la présence des bouteilles de gaz étalon nécessaire à la calibration QAL3 stockées à proximité directe de la baie d'analyse : monoxyde de carbone, monoxyde d'azote, azote, oxygène.

L'Inspection a vérifié que les dates de péremption ne sont pas dépassés et a vérifié la procédure QAL3 présentée lors de la visite d'inspection.

Ces vérifications n'appellent pas de remarques.

L'Inspection n'a pas poussé plus loin les investigations sur la procédure QAL3 car elle ne fait pas l'objet d'une mise en demeure en cours.

- **Procédure AST**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas présenté de procédure AST.

Ce point n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection car la procédure AST est à réaliser tous les ans entre deux procédures QAL2 (la dernière procédure QAL2 a été réalisée le 22/12/2025).

Suite aux constats réalisés, l'Inspection propose à M. le Préfet de lever la mise en demeure pour la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Mesure comparative des rejets AIR

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/02/2024, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse rejets AIR

Prescription contrôlée :

Dans les 6 mois suivant la notification de l'acte, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 31 alinéa II de l'arrêté ministériel du 03 Août 2018 susvisé:

" II. L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu. "

Constats :

Lors du contrôle du 15 novembre 2023, l'Inspection avait constaté pour la chaudière n°10 :

- l'absence de mesures comparatives d'un laboratoire agréé pour les paramètres NO_x et O₂
- des écarts de mesures entre les mesures en continu et les mesures du laboratoire pour le paramètre CO sur la même période de mesures

Durant la rédaction du présent rapport, l'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection le rapport annuel de mesures des rejets atmosphériques pour les 3 chaudières en fonctionnement (chaudières 7, 8 et 10) pour l'année 2025 (et après mise en service de la nouvelle baie d'analyse): rapport n°134918812-001-1 du 09/01/2026; dates de mesures : du 03/12/2025 au 05/12/2025.

Le laboratoire qui a réalisé les prélèvements et les mesures est accrédité COFRAC (agrément n°1-7202) et dispose également des agréments nécessaires pour les mesures selon l'arrêté du 16/06/2025 (portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvement et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère) ==> agréments 1a, 10a, 11, 12, 13, 14, 15.

L'Inspection a analysé les résultats du rapport annuel réalisé par le laboratoire ainsi que les mesures en continu de l'exploitant sur les mêmes dates. Après étude, l'Inspection a pris en compte uniquement les paramètres NO_x, O₂ et CO.

Chaudière 10 :

Rapport du laboratoire : 3 mesures de 30min le 05/12/2025 de 12h30 à 14h, seuls les essais 2 et 3 sont pris en compte dans le comparatif.

Mesures en continu AIR de l'exploitant, moyenne horaire: de 13h à 14h

Paramètre CO :

Mesures en continu exploitant	Moyenne de 13h à 14h: 1.55 mg/Nm ³	
Rapport APAVE (concentration ramenée au Cntp)	Essai 2 (13h - 13h30) 0.0 mg/Nm ³	Essai 3 (13h30 - 14h) 0.0 mg/Nm ³

Paramètre NO_x :

Mesures en continu exploitant	Moyenne de 13h à 14h: 46.271 mg/Nm ³	
Rapport APAVE (concentration ramenée au Cntp)	Essai 2 (13h - 13h30) 73 mg/Nm ³	Essai 3 (13h30 - 14h) 74 mg/Nm ³

Paramètre O₂ :

Mesures en continu exploitant	Moyenne de 13h à 14h: 4.70%	
Rapport APAVE (concentration ramenée au CNTP)	Essai 2 (13h - 13h30) 4.28 %	Essai 3 (13h30 - 14h) 4.66 %
<p>Après étude, l'Inspection constate des écarts non significatifs entre les deux méthodes de mesures.</p> <p>L'Inspection propose à M. le Préfet de lever la mise en demeure sur la prescription contrôlée.</p>		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Levée de mise en demeure		

N° 4 : Transmission des résultats de mesures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/02/2024, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les 6 mois suivant la notification de l'acte, l'exploitant respecte les dispositions suivantes des articles 3.1 alinéa 5 et 4.5.1 alinéa 4 de l'arrêté préfectoral du 08Août 2013 susvisé :</p> <p>«</p> <p>- Article 3.1 de l'Arrêté Préfectoral du 08 Août 2013 :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles périodiques et continus avant le 15 du mois qui suit chacun des 4 trimestres de l'année (15 janvier, 15 avril, 15 juillet, 15 octobre). En cas de dépassement des prescriptions, l'exploitant joindra les éléments de nature à expliquer les dépassements constatés et précisera les mesures prises pour remédier à cette situation.</p> <p>- Article 4.5.1 de l'Arrêté Préfectoral du 08 Août 2013 :</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats de mesures périodiques des émissions de polluants sont transmis dans les délais prévues par l'article 3.1 du présent arrêtés à l'inspection des installations classées avec tous les commentaires utiles notamment en cas de dépassement d'une valeur limite. Il est laissé la possibilité à l'exploitant de transmettre une synthèse de ses résultats, auquel cas il conserve pendant 5 ans l'intégralité de sa surveillance.</p> <p>[...]»</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle du 15/11/2023, l'Inspection avait constaté l'absence de transmission des extractions (mesures en continus et mesures périodiques) et autres documents demandés par la prescription contrôlée.</p>

<p>Durant le présent contrôle, l'Inspection a constaté la transmission des extractions de mesures et autres documents chaque trimestre depuis le mois de janvier 2024.</p> <p>Au vue des constats réalisés, l'Inspection propose à M. le Préfet de lever la mise en demeure pour la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Correction des valeurs brutes de mesures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/02/2024, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance continu rejets AIR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les 6 mois suivants la notification de l'acte, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4.4 alinéa 2 de l'arrêté préfectoral du 08 Août 2013 susvisé :</p> <p>" [...]</p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm3), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm3) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents de 3 % en volume.</p> <p>[...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle du 15/11/2023, l'Inspection avait constaté l'absence de correction des valeurs brutes selon les conditions normalisées de température et de pression et après déduction de la vapeur d'eau.</p> <p>Durant le présent contrôle, les constats réalisés sur site (notamment, la présentation du poste de surveillance et de suivi des résultats de la baie d'analyse) et l'examen des documents transmis permettent de conclure que les mesures transmises par l'exploitant sont bien rapportées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - à des conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101.3 kiloPascal), - après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) - à une teneur en O₂ (dioxygène) de 3%. <p>L'Inspection propose à M. le Préfet de lever la mise en demeure sur la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure